

Sensibilisation sur les avantages du "crédit-bail" au Burundi

PANA, 21 juin 2016 Bujumbura, Burundi - La Banque de la République du Burundi (BRB) a annoncé, mardi, le lancement imminent d'une campagne de sensibilisation, surtout en direction des responsables de Petites et moyennes entreprises (PME), sur les avantages du crédit-bail comme mode de financement alternatif, innovant et avantageux. Dans sa démarche, la BRB est appuyée techniquement par "International finance corporation" (IFC), une institution du groupe de la Banque mondiale (BM) œuvrant au service du secteur privé, a indiqué le chargé des relations entre la banque centrale et les banques commerciales au Burundi, Prosper Ngendanganya.

Ce service existait depuis 1993, mais restait peu sollicité parce que mal connu du large public au Burundi. Ce qui explique la nécessité de lancer une telle campagne. L'un des avantages du service est que le bénéficiaire pourra acquérir des équipements auprès d'un établissement commercial donné ou toute autre institution spécialisée, payer progressivement et prendre définitivement possession du bien, au terme du crédit, a affirmé M. Ngendanganya. Le secteur privé reste néanmoins confronté à des problèmes de fonds dont l'accès limité aux financements à cause du coût des crédits, l'existence d'un réseau informel d'épargne et de crédit, l'indépendance relative ou encore l'absence d'un cadre institutionnel des marchés financiers, déplore-t-on souvent du côté de la Chambre de commerce et d'industrie au Burundi. Une grande partie de la population burundaise, quant à elle, pâtît par l'analphabétisme et ignore les modalités de l'accès au crédit et le mode de son remboursement, dit-on encore à la Chambre de commerce et d'industrie encore peu satisfaite du nombre insuffisant d'établissements bancaires sur le territoire national. Par rapport à la conjoncture, l'argent ne coule plus à flot au Burundi depuis que les principaux bailleurs de fonds traditionnels ont décidé de se désengager à cause de la crise politique, en cours dans le pays depuis plus d'un an. En temps normal, le Burundi dépendait de l'extérieur pour plus de 50% de ses besoins liés au développement socio-économique national, rappelle-t-on dans les milieux d'affaires à Bujumbura.